DIAL 2864

EQUATEUR - La culture industrialisée des fleurs : ce qui se cache derrière une rose

Eduardo Tamayo

mercredi 1er mars 2006, par Dial

La floriculture est une source importante d'emplois et de revenus pour la population équatorienne. Il n'en reste pas moins que les conditions de travail et de salaire y sont difficiles, peu respectueuses des normes reconnues par l'Organisation internationales du travail. Il faut rajouter à cela une nuisance écologique sérieuse. Article de Eduardo Tamayo G., paru dans ALAI*, America Latina en Movimiento, 8 février 2006.*

« N'achètes pas des fleurs, c'est acheter de la mort »

« Oui au travail dans la dignité »

« Pour les travailleurs, les épines, et pour les patrons, les dollars… »

Des cris qui ont retenti avec force autour de l'aéroport Maréchal Sucre de Quito, en Equateur. Une centaine de travailleurs et travailleuses de l'entreprise Rosal del Ecuador, en grève depuis 3 ans, avec l'appui de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes d'Equateur) et de l'ONG autrichienne Swedwind-ConAccion ont manifesté le 7 février passé, dans les hangars où les entreprises « embarquent » les fleurs à destination de l'Europe et des Etats-Unis. Des actions semblables ont eu lieu à Vienne, en Autriche, sur les lieux de distribution des fleurs en provenance d'Amérique latine.

Au moment où l'on approche de la Saint-Valentin, date à laquelle les fleurs représentent le cadeau le plus courant, le but de ces manifestations est d'attirer l'attention sur un ensemble de problèmes, généralement occultés ou très peu abordés : les difficiles conditions, à la fois professionnelles, sanitaires et sociales, des travailleurs et travailleuses de la floriculture industrialisée en Equateur. Il s'agit en même temps de proposer quelques solutions.

Un des appels à manifestation a été lancé par Christina Schoroeder qui appartient à Swedwind-ConAccion, une association autrichienne qui depuis 25 ans travaille activement « en faveur d'un développement global et durable ». Christina dit : « Notre tâche consiste à informer les consommateurs européens de ce qui se cache derrière une rose que l'on achète pour le plaisir de la personne à qui on l'offre… à travers ce travail d'information nous voulons que le consommateur européen ne s'attache pas uniquement au prix et à la qualité mais aussi aux conditions de travail dans la floriculture. » Elle précise que son intention n'est pas de boycotter la floriculture industrialisée équatorienne « car nous savons l'importance qu'elle a et qu'elle est génératrice de travail dans un contexte où les gens en trouvent difficilement. Nous savons que c'est pour beaucoup leur source principale de revenus et, cela, nous ne voulons pas le détruire, mais nous exigeons que cette production se fasse dans le respect des règles internationales de l'Organisation internationale du travail (OIT) et du Code international de conduite dans la production de fleurs coupées pour l'exportation. Ce code, établi par des syndicats et des ONG européennes, renferme quelques règles relatives à la liberté d'association et à la négociation collective, à

l'égalité de traitement des hommes et des femmes dans le travail, à des salaires dignes, à des journées de travail qui respectent les normes légales, à l'hygiène et la sécurité, à la non-utilisation de produits chimiques, à la stabilité de l'emploi, la protection de l'environnement, le non-recours au travail des enfants et au travail forcé. Ce code, enfin, propose quelques réformes pour parvenir à une production respectueuse du social, responsable au regard de l'environnement et qui ne soit pas source de dommages pour les travailleurs. »

Cet instrument international à caractère volontariste est très loin d'être appliqué en Equateur. Des 400 entreprises de production florale, 80% « ne respectent pas, dans des proportions dramatiques, les codes internationaux relatifs aux comportements dans les domaines social, professionnel et écologique » a indiqué le Dr Jaime Breilth qui appartient au Centre d'études et de suivi des problèmes de santé (CEAS).

Bas salaires et interdiction de s'organiser

En matière d'appointements et salaires, les entreprises, en majorité, payent le minimum vital et certaines, parfois, même moins lorsqu'il s'agit de personnes mineures. De toute évidence les revenus des employés à la production florale sont insuffisants pour vivre dignement puisque le salaire minimum est de 160 dollars alors que le panier de base pour une famille de 4 personnes est de 440,81 dollars, selon l'Institut national des statistiques.

A l'existence de bas salaires il faut ajouter le fait que « le travail se fait à la tâche, grâce à quoi le paiement d'heures supplémentaires est limité. Au-delà de 8 heures par jour il n'y a pas d'heures supplémentaires, les périodes travaillées sont ainsi allongées au-delà de 8 heures par jour et de 5 jours par semaine, dans l'ignorance de ce qu'indique le Code du travail, soit deux jours de repos consécutifs », fait remarquer l'économiste démographe Norma Mena Pozo.

Le droit à la liberté d'association a été pratiquement réduit à zéro dans les entreprises de production florale. « En Equateur en 2003, sur les 400 entreprises 4 disposaient d'un syndicat, actuellement le syndicat continue à exister dans 2 entreprises et Rosal del Ecuador est en grève depuis presque trois ans. L'an dernier 37 travailleurs ont été licenciés parce qu'ils ont voulu s'organiser » ajoute l'économiste Mena.

Avec l'adoption de la Loi du travail partagé, la sous-traitance est en train de se généraliser, et les entreprises sous-traitantes dans ce secteur ne respectent pas la législation du travail et refusent aux travailleurs le droit à la Sécurité sociale et à d'autres avantages légaux.

Blanca Chancoso, membre du collectif de campagne contre l'ALCA et le Traité de libre-échange, indique que « dans la floriculture on commet des injustices à l'égard des femmes en ne respectant ni le code du travail ni le code de l'enfance (partie concernant les maternités) en ce qui concerne les congés et les heures au titre de l'allaitement. Les femmes enceintes, au même titre que tous les autres, signent une renonciation au moment de l'embauche et n'ont qu'une semaine pour accoucher. »

Mort lente

Jaime Breilth, qui mène sur le terrain des recherches sur la floriculture industrialisée et la santé, montre que, « le fait que la production est centrée sur le commerce et la rentabilité sans prise en compte des aspects sociaux, provoque un véritable effet domino sur une série de situations humaines, sociales et sanitaires ». Parmi les problèmes de santé et d'environnement il relève les suivants :

– un des principaux est « une toxicité chronique dissimulée et meurtrière » c'est-à-dire que le fait d'être exposé faiblement mais de façon chronique à des produits chimiques provoque chez les travailleurs et les travailleuses des effets neurologiques et sur la moelle osseuse, sur le foie et les reins. Ceci porte atteinte à la stabilité génétique et, par le biais des dommages génétiques, peut provoquer cancer ou malformations congénitales.

– six travailleurs sur dix ont des problèmes de santé avec, pour effet aggravant, le fait que beaucoup ne le

savent même pas. « Le danger c’est que lorsque existent des problèmes de ce genre les gens ne s’alarment pas et n’ont pas peur car ils pensent que ça ne les touche pas. A moyen terme, cela se terminera par un cancer ou une incapacité sévère à caractère neurologique : des travailleurs de 40 ans qui ont notablement perdu de leur capacité de mémorisation et les fonctions neurologiques supérieures avec transmission possible aux générations futures. »

– une pollution des eaux de surface et de la chaîne alimentaire. « Dans une étude que nous avons réalisée nous avons mis en évidence douze cas concernant les systèmes hydrauliques de Cayambe et Tabacundo - deux bourgades situées au nord de l’Equateur - qui subissent une pollution des eaux de surface avec des conséquences sur les cultures, les animaux, le lait des vaches et la chaîne alimentaire. »

– une forte consommation d’eau par la floriculture industrialisée. « Par exemple un hectare dans la floriculture consomme plus de 900 mètres cubes par mois, une propriété traditionnelle entre 5 et 6 mètres cubes et un petit propriétaire moins d’un mètre cube par mois. »

La production florale, dans les conditions actuelles, est injuste au plan social et destructrice au plan écologique. Bien qu’il faille reconnaître que « 15 à 18% des producteurs font actuellement un effort de respect du Code vert notre lutte vise à obtenir que l’Etat transforme ce code en loi pour qu’aucune industrie ne puisse la violer », indique Jaime Breilth qui ajoute que « l’effort aboutira quand la floriculture sera démocratique et coopérative et non propriété du grand capital. »

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 286475.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : ALAI, 8 février 2006.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial) et l’adresse internet de l’article.